

Politiques publiques et opérations de déguerpissement dans la ville de Daloa (Centre-Ouest Ivoirien)

[Public policies and eviction operations in the city of Daloa (Central-Western Ivory Coast)]

Kokou Gilles Mawéna Eklou¹ and Emile-Aurelien Ahoua²

¹Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

²Géographie, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

Copyright © 2026 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: In Côte d'Ivoire, due to the disorder observed in urban areas, public authorities, within the context of sustainable development, are developing various policies, such as eviction, with the aim of cleaning up the chaotic occupation of spaces. In the city of Daloa, a hub of Haut-Sassandra (central-western Ivory Coast), this eviction policy is a real issue faced by public authorities who struggle with the relocation of the evicted populations. This paper aims to analyze the mechanisms of population eviction and the strategies considered for their relocation. To achieve this objective, the research methodology was built on a mixed approach; both qualitative and quantitative. The data used comes from interview surveys with local authorities. Additionally, a questionnaire survey was conducted among the evicted populations (economic actors and households). This method was reinforced by the SWOT analysis to understand the long-term challenges of these initiatives. The main findings of the study indicate that clearance in the city has positively contributed to improving basic infrastructure and the well-being of the population. However, the relocation of people and their settlements to other sites poses a problem, namely the care and relocation of displaced populations. This issue is explained by the lack of funding and strategy from local authorities. As a result, these populations remain vulnerable and live in a state of permanent precariousness.

KEYWORDS: public policy, sustainable management, demarcation, governance.

RESUME: En Côte d'Ivoire, en raison de l'anarchie observée en milieu urbain, les pouvoirs publics, dans un contexte de développement durable, élaborent diverses politiques à l'exemple du déguerpissement dans l'objectif d'assainir l'occupation anarchique des espaces. Dans la ville de Daloa, pôle du Haut-Sassandra (Centre-ouest ivoirien), cette politique de déguerpissement est une réelle problématique à laquelle sont confrontés les pouvoirs publics en proie à des difficultés de relocalisation de ces populations déguerpies. La présente contribution vise à analyser les mécanismes du déguerpissement des populations et les stratégies envisagées pour les relocaliser. Pour atteindre cet objectif, la méthodologie de recherche s'est construite à partir d'une approche mixte; qualitative et quantitative. Les données mobilisées sont issues des enquêtes par entretien auprès des collectivités. Aussi, une enquête par questionnaire a été menée auprès des populations déguerpies (acteurs économiques et ménages). Cette méthode a été consolidée par la méthode SWOT pour comprendre les enjeux sur le long terme de ces initiatives. Les principaux résultats de l'étude indiquent que le déguerpissement dans la ville a contribué sainement à améliorer l'état des infrastructures de base et le bien-être des populations. En revanche, le déguerpissement des populations et leurs installations sur d'autres sites pose un problème, celui de la prise en charge et de la relocalisation des populations déguerpies. Ce problème s'explique par le manque de financement et de stratégie des autorités locales. Ce faisant, ces populations restent vulnérables et vivent dans un état de précarité permanent.

MOTS-CLÉS: politique publique, gestion durable, déguerpissement, gouvernance, relocalisation.

1 INTRODUCTION

Selon l'ODD 11 intitulé « *villes et communautés durables* », le monde fait face à une forte expansion des espaces urbains liée à une croissance démographique rapide et à un exode rural massif. A ce rythme, (d'ici 2030) l'accès aux services et aux ressources de base notamment, le logement doit être une priorité pour les Etats (ONU, 2024, p.1). Ce faisant, L'ODD 11 soutient qu'il faut faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables par un accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable. Cet objectif vise à assurer à tous un logement décent en assainissant les quartiers de taudis (ODD 11.1). Le point trois (3) de cet objectif vise donc à réhabiliter et à planifier les villes, en renforçant l'urbanisation durable pour tous (ONU, 2024, p.1). La Côte d'Ivoire ayant souscrit à ces principes de

développement s'est engagée ces dernières années dans la gestion nouvelle et durable des villes. Parmi les actions mises en œuvre figure le déguerpissement. Par définition, le déguerpissement est une opération par laquelle il est fait obligation, pour des motifs d'utilité publique, à des occupants d'une terre appartenant à la puissance publique de l'évacuer. Il permet donc de mettre fin à une situation d'occupation illégale d'un terrain, (C. Bouquet et I. Kassi, 2014, p.2). La relocalisation quant à elle, est un système, une stratégie qui vise à trouver un nouveau site pour soit s'installer en tant que personne délocalisée ou être installée par l'autorité publique (V. Koné, 2025, p.1535; A. Spire et *al.*, 2014, p.139). L'usage du déguerpissement comme mode de régulation de l'espace urbain est un procédé qui remonte à la période coloniale. Pour résoudre le problème de l'occupation « anarchique » du domaine public, les pouvoirs politiques n'avaient souvent pas d'autre choix que de détruire (C. Bouquet et I. Kassi, 2014, p.2). Selon A. Spire et *al.*, (2014, p.129), dans les villes africaines, chaque déguerpissement s'accompagne d'un rapport de force autour d'une localisation donnée entre les acteurs justifiant le nécessaire déplacement de certains citadins (au sens propre de production d'un discours sur le « juste ») et les individus concernés. Ainsi, les déguerpissements sont orchestrés tout autant par l'État central que par les pouvoirs publics locaux. Les perceptions ainsi que les discours institutionnels et communautaires autour de ce concept traduisent des conceptions paradoxales de ce qui est légitimité ou légalité de cette initiative. En effet, les paramètres autour de cette politique caractérisée parfois par la violence, les récidives, l'injustice spatiale, l'augmentation de la précarité et de la pauvreté, l'absence de stratégie de relocalisation, posent la question de la légitimité de cette initiative constamment controversée. En faisant le lien avec les prescriptions des objectifs du développement durable (ODD), il ressort d'énormes ambiguïtés, dont le fondement s'observe par exemple dans le contenu de l'ODD 11 qui lui-même encourage les initiatives en faveur de la ville durable par l'assainissement et la ré-planification.

Daloa, ville du centre-ouest de la Côte d'Ivoire, considérée comme la quatrième grande agglomération du pays, continue de connaître une augmentation de sa population qui passe de 60 837 habitants en 1998 à 421 870 habitants en 2021, de son espace qui passe de 3 876 hectares en 2014 pour atteindre 9 230 hectares en 2020 ainsi que des services, notamment les structures administratives publiques et privées (INS, 1998; 2021; L. M. E. Atsé, 2023, p.109). La combinaison de ces différentes caractéristiques traduit l'urbanisation rapide de la ville de Daloa. Toutefois, cette urbanisation accélérée est mal maîtrisée et s'illustre par une occupation anarchique de l'espace. Dans ce contexte, les autorités locales ont mis en œuvre différentes stratégies pour déguerpier les populations afin de rendre la ville plus saine, tout en planifiant les programmes de développement. La construction des infrastructures et des services a été possible par cette opération entamée depuis 2016. Cependant, dans sa mise en œuvre, il est donné de constater que plusieurs populations déguerpies n'ont pas été relogées. En conséquence, 82% de cette population se trouve dans un état de précarité permanente. À Daloa, ces populations sont confrontées à d'énormes défis, parmi lesquels figure l'augmentation des coûts du loyer, l'absence de matériau pour les constructions, la difficile appropriation du foncier, la cherté des terrains et des parcelles. Alors que les opérations de déguerpissement se poursuivent. Dorénavant, il en découle que cette méthode d'aménagement dans la ville de Daloa alimente de nombreuses controverses quant aux enjeux et à sa portée réelle. Ce constat permet de s'interroger sur les causes du choix du déguerpissement dans la ville de Daloa, les mécanismes de mises en œuvre et les impacts sur l'aménagement du territoire. Ces questionnements qui font l'objet de notre réflexion seront traités autour de trois points. D'abord, il s'agira de présenter les facteurs de la politique de déguerpissement. Ensuite, il sera question de présenter ses méthodes et sa mise en œuvre. Enfin, une analyse sur les difficultés de relocalisation et ses impacts va s'en suivre.

2 MATÉRIELS ET MÉTHODES

2.1 PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE

Daloa, la ville concernée par notre étude, est située dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire, plus précisément dans la région du Haut-Sassandra. C'est une ville carrefour qui relie Abidjan à Man, ainsi que San-Pedro à Odienné. Chef-lieu de région et de département, elle est limitée au nord par Vavoua, au sud par Issia, à l'est par Bouaflé et à l'ouest par Zoukougbeu (voir la Fig.1).

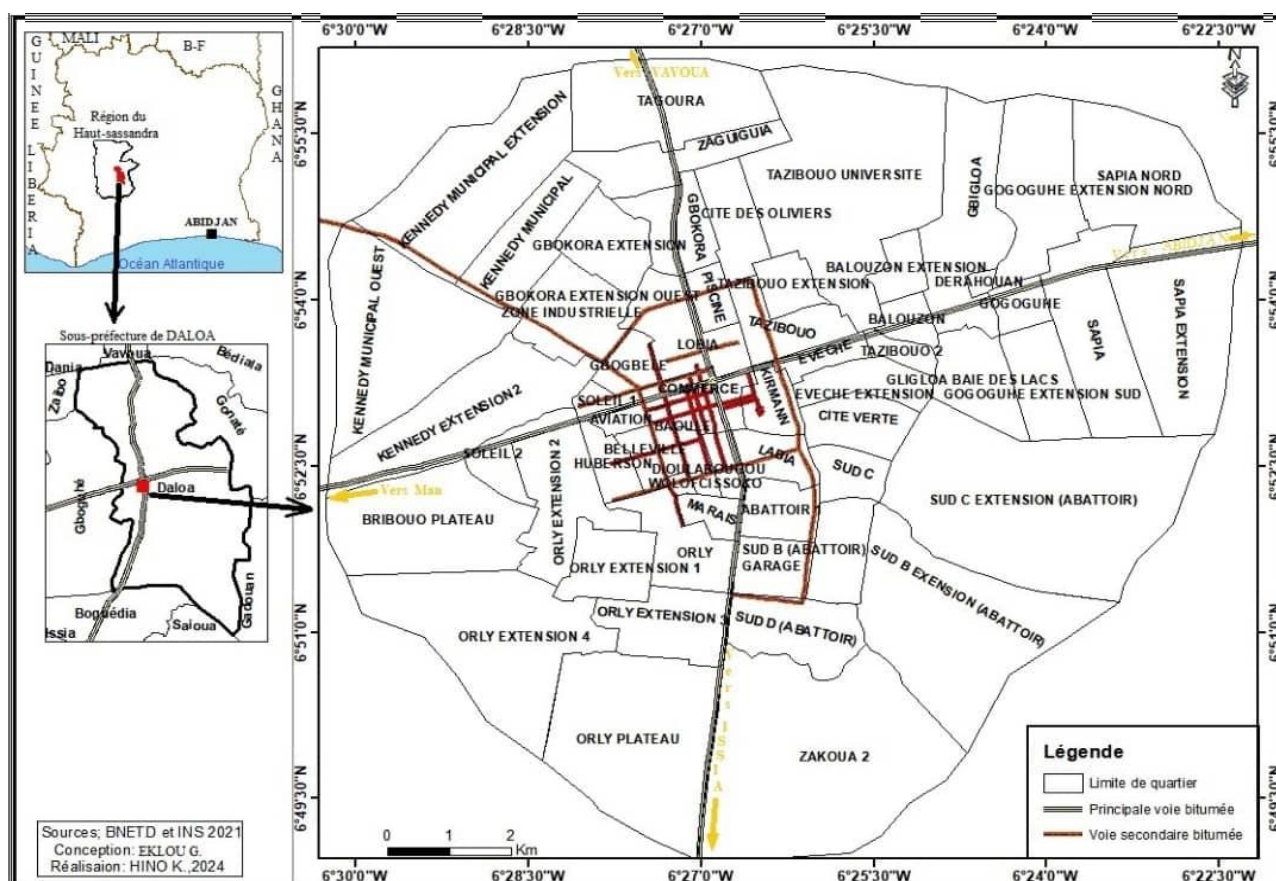


Fig. 1. Présentation de la zone d'étude

2.2 MATÉRIELS ET MÉTHODES

L'ambition de cette de recherche est d'élaborer un cadre de réflexion capable de rendre compte des effets réels de certaines politiques de développement controversées en vue d'une prise de position par différents acteurs (politiques, chercheurs, populations, etc.). La question du déguerpissement a été largement traitée par les sciences sociales particulièrement en Géographie. En revanche, si ce sujet ouvre des perspectives intéressantes, il faut souligner une absence de consensus sur la portée de cette politique. Entre admiration et rejet cette politique par différents acteurs, dans notre étude nous avons effectué un bilan de celle-ci, tout en mettant l'accent sur les processus de relocalisation des populations déguerpies. Pour étudier ce phénomène; il est donc essentiel, en premier lieu, d'identifier les sites qui ont été l'objet de déguerpissement. Ces espaces constituent, à la base, les principaux sites de nos investigations. Ensuite, les quartiers visés pour être déguerpies à l'avenir constituent d'autres sites de notre enquête de terrain. Enfin, les quartiers ou les sites destinés à accueillir les populations déguerpies (espaces de relocalisation) seront également des espaces clés pour notre collecte de données. Au total, cinq (5) quartiers ont été sélectionnés pour mener cette étude notamment quatre (4) quartiers déguerpis et un (1) quartier relocalisé (Fig. 2).

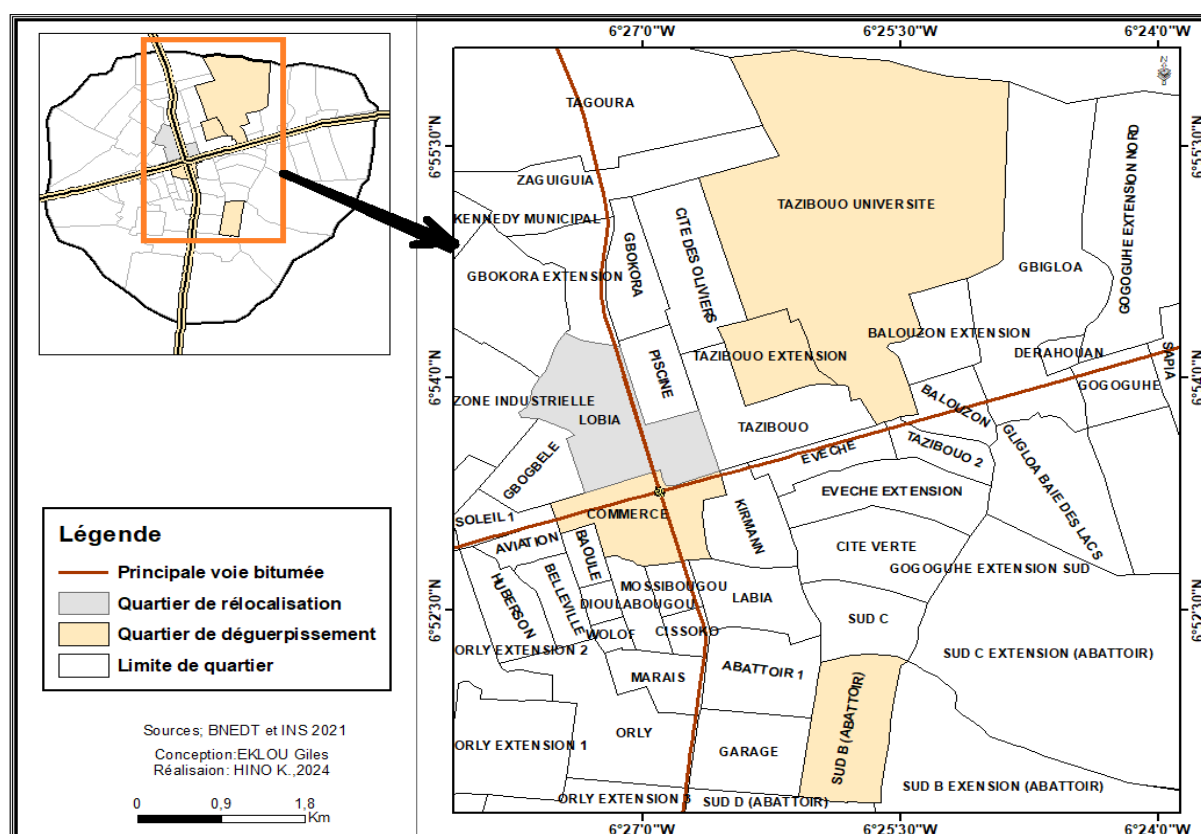


Fig. 2. Les différents sites enquêtés

Ces sites d'enquête ne se ressemblent pas, mais se concilient selon un lien logique car le déguerpissement est une forme de déplacement forcé des populations, tandis que la relocalisation est une mobilité sous contrainte et non un simple déplacement. Ces mouvements sous contrainte s'accompagnent d'une série de changements socio-culturels et économiques pour les individus concernés qui peuvent bouleverser les modes de vie. Le déguerpissement contribue donc à une recomposition de l'espace.

Pour mieux interroger les populations, nous avons structuré notre questionnaire autour de trois principales interrogations. Nous avons questionné le mode d'information des populations avant la mise en œuvre de l'opération, les mécanismes de relocalisation (conditions similaires, meilleures conditions, conservation des activités, etc.) et les opinions et aspirations des acteurs. En nous focalisant sur les populations concernées, nous avons enquêté 63 ménages. Le choix de ces ménages repose sur trois critères. Le premier critère est la proximité des ménages aux sites déguerpis. Dans ce critère, les ménages sont soit des occupants du site, soit des résidents à proximité. Le second critère est la durée d'installation des ménages sur ou à proximité de ces sites. Ce critère concerne les ménages dont une durée d'installation est supérieure ou égale à un (1) an. Le troisième critère est relatif à la propriété. Pour ce critère, les ménages interrogés sont les propriétaires des habitations ou des activités économiques concernées par le déguerpissement. Le tableau 1 fait la répartition des ménages enquêtés dans les quartiers de déguerpissements.

Tableau 1. Populations cibles et sites de l'enquête

Statut des enquêtés	Quartier de l'enquête	Nombre d'enquêtés
Populations déguerpies et non relocalisées	Commerce	12
	Tazibouo Université	11
	Tazibouo Extension	15
	Abattoir 2	10
Populations relocalisées	Lobia (piscine)	15
Totaux		63

Source: enquête de terrain, 2024

En plus des ménages, nous avons choisi d'enquêter les acteurs économiques, qui ont été aussi concernés par les opérations. Ce choix nous invite à considérer les changements d'espaces économiques comme déclencheurs de changements de modes de vie. À cet effet, nous avons interrogé 17 acteurs économiques ayant été relocalisés sur un nouveau site (personnellement ou par l'État). À ces enquêtes s'ajoutent des entretiens semi-directifs que nous avons menés d'une part auprès des autorités locales notamment le directeur technique de la mairie et le responsable du service

de permis de construire de la construction, et d'autre part auprès des présidents de quartiers dans lesquels les déguerpissements ont eu lieu. Au cours de ces échanges avec les pouvoirs publics, nous avons cherché à connaître le calendrier prévisionnel des actions, le bilan des premières opérations, les mécanismes de mise en œuvre, les difficultés sur le terrain et les perspectives. Le contenu de notre guide d'entretien conduit à s'intéresser aux logiques d'actions de cette opération. Il permet de mener une réflexion globale sur sa pertinence. Toutefois, à la suite de ces discussions, dans un contexte d'analyse critique des informations recueillies, nous avons décidé de mener des observations sur le terrain.

Dans l'ensemble, cette méthodologie permet de dresser un bilan des politiques de déguerpissement et d'en dégager ses enjeux. En utilisant une analyse cartographique et statistique pour traiter les données, nous avons pu présenter la réalité du phénomène dans toutes ses composantes. Pour terminer notre analyse, nous avons utilisé la méthode SWOT afin d'aider les collectivités à repenser leurs approches de planification.

3 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

3.1 LES POLITIQUES LOCALES DE LA VILLE DURABLE À DALOA: LE CHOIX DES OPÉRATIONS DE DÉGUERPISSEMENT

3.1.1 LE DÉGUERPISSEMENT, UNE INITIATIVE EN RÉPONSE À L'ANARCHIE URBAINE ET AUX OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC (ODP)

Daloa connaît une urbanisation accélérée qui se traduit par une augmentation de sa population qui passe de 60 837 habitants en 1998 à 421 870 habitants en 2021, de son espace, qui passe de 3 876 hectares en 2014 pour atteindre 9 230 hectares en 2020 ainsi que des services notamment les structures administratives publiques et privées (INS, 1998; 2021; Atsé L. M. E, 2023, p.109). Cette urbanisation de Daloa s'accompagne de nombreux problèmes, comme l'occupation anarchique des espaces. En moins de dix ans, de nombreux individus ont occupé illégalement le domaine public ou des zones à risques à l'exemple des routes et des voies, sur des canalisations, sous des lignes à hautes tensions ou dans des bas-fonds. Sur cette base, le déguerpissement est présenté comme une mesure pour résoudre les problèmes de vulnérabilité et de précarité. Loin d'être une simple action de déloger les populations, elle vise à les protéger. Le graphique suivant montre la part des populations selon le motif de leur déguerpissement.

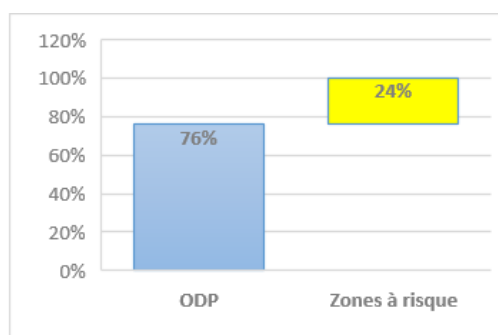


Fig. 3. Motif de déguerpissement des populations

Source: Nos enquêtes, janvier – avril 2024

Nous observons à travers ce graphique que 74% des populations déguerpies étaient concernées par l'ODP (Occupation du Domaine Public). 16% d'entre elles logeaient sur des sites dangereux. Il s'agissait notamment des habitations sur des routes et des voies, sur des canalisations, sous des lignes à hautes tensions ou dans les zones inondables. Ces populations étaient donc exposées aux risques d'inondations, aux éboulements et aux incendies. Les figures suivantes caractérisent des exemples de constructions sous les hautes tensions électriques.



Fig. 4. Vues des ODP au quartier Tazibou

Source: EKLOU Gilles, février 2024

Ces figures montrent la construction d'habitations dans des zones très dangereuses en particulier sous des lignes à haute tension. Le déguerpissement permet donc de minimiser les risques. Sur les 4 sites devant faire l'objet de déguerpissement, 2 sites ont été déguerpis (Abattoir 2 et Commerce) et 1 seul a bénéficié du programme de relocalisation (Commerce). Les deux autres sont en attente. Il est important de souligner qu'il est prévu sur ces sites des programmes d'assainissement, de réhabilitation et de construction de routes et de voiries. Il s'agit de voies internes (entre quartiers) et de voies externes (reliant les villes). Afin de permettre une meilleure gestion de l'opération, les pouvoirs publics procèdent à l'élaboration d'une procédure minutieuse qu'il convient d'analyser.

3.1.2 LES MÉTHODES DE MISES EN ŒUVRE ET D'APPLICATION DES OPÉRATIONS DE DÉGUERPISEMENT

Trois grandes méthodes ont été utilisées pour les opérations de déguerpissement, d'après nos discussions avec les autorités locales.

La première méthode consiste à identifier ou à repérer les zones rouges ou les zones à risque à déguerpier. Les autorités, d'une part à travers les visites et les observations sur le terrain repèrent les zones rouges ou les zones à risque. D'autre part, ces derniers, par la cartographie de la ville identifient les zones rouges qui sont en effet des sites localisés dans les vallées drainées (bas-fonds) comme le présente la Fig. 5.

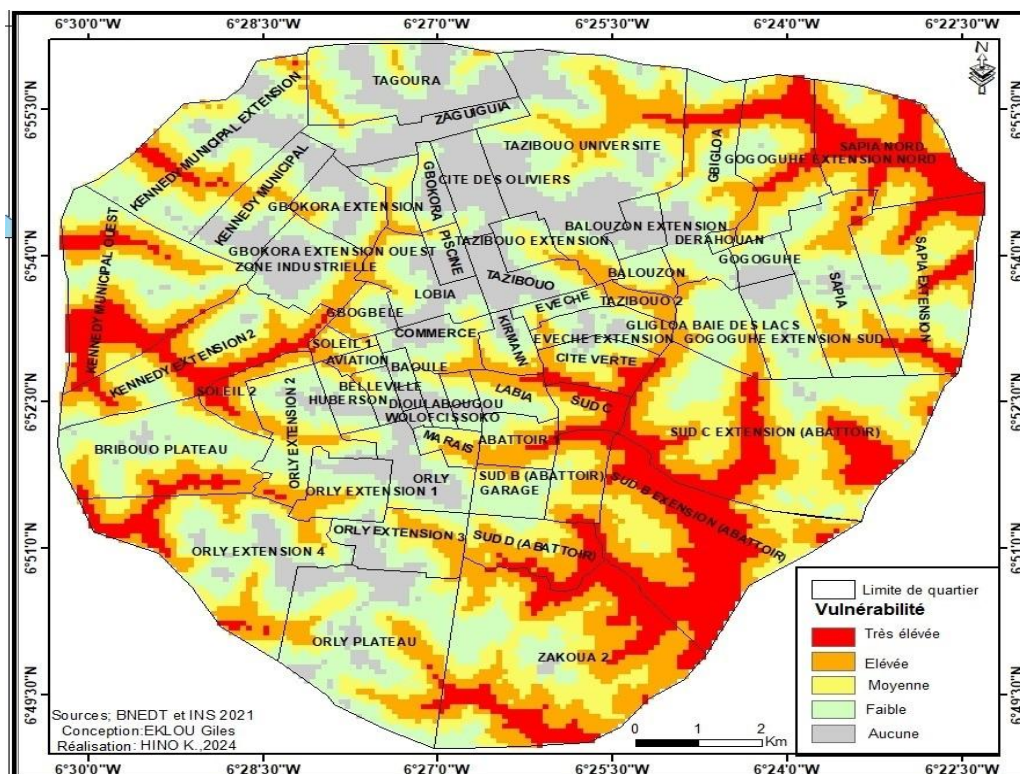


Fig. 5. Cartographie des zones rouges ou des sites vulnérables

Cette carte révèle de multiples zones rouges ou sites vulnérables à l'intérieur de la ville de Daloa. Ces espaces, considérés comme zones rouges ou sites vulnérables sont des sites marécageux (bas-fonds) donc inappropriés à l'installation des populations. Dans le cadre de cette étude, les quartiers choisis à la suite de notre échantillonnage pour mener l'étude sont pour la plupart situés dans les zones rouge, comme Tazibouo université, Tazibouo extension et Abattoir 2. Ainsi, dans cette première méthode, les autorités ont donc identifié ces trois quartiers comme étant des quartiers abritant des sites dangereux.

La seconde phase consiste à sensibiliser les populations installées dans les zones rouges ou les sites vulnérables. Il s'agit d'informer les populations concernées afin de les sensibiliser aux risques encourus et de les préparer à un éventuel déguerpissement. Dans cette phase, les populations sont informées bien avant le début des opérations (un mois et plus). Cette seconde phase laisse le choix aux populations installées sur ces sites de partir d'eux-mêmes. Pour celles s'y opposant, un avertissement ou une mise en demeure est déposé. Le graphique suivant met en lumière la proportion des réponses d'acteurs déguerpis selon le timing de réception des informations avant le début de l'opération

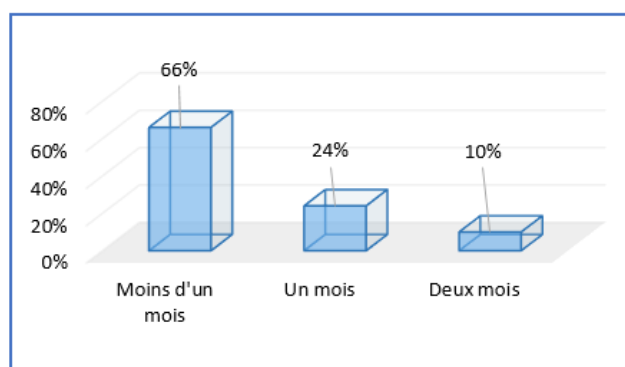


Fig. 6. Timing d'information avant le début des opérations

Source: Nos enquêtes, mai 2024

De la figure ci-dessus, il ressort que plusieurs individus notamment 66% des enquêtés mentionnent avoir été informés en moins d'un mois. 24% d'entre eux affirment avoir été informés un mois avant, et 10% deux mois avant le début de l'opération. Ces informations recueillies auprès des acteurs déguerpis confirment la priorité accordée à la seconde phase des méthodes de mise en œuvre et d'application des opérations de déguerpissement.

Enfin, en troisième étape concerne l'opération de déguerpissement proprement dite. Dans cette phase, les autorités locales après l'identification des sites à risque et la sensibilisation des populations, procèdent à la démolition des habitations ou des activités économiques dans ces zones à risque pour les populations. Ces démolitions concernent les habitations ou activités installées sous les lignes à haute tension, sur les canalisations d'évacuation des eaux, sur les voiries et dans les domaines privés. La figure 7 nous montre comment les déguerpissements sont effectués.



Fig. 7. Vues des méthodes et opérations de déguerpissement

Source: EKLOU Gilles, Décembre 2024

Cette destruction, comme nous l'observons sur les figures, demeure objet de controverses et de tensions. Les populations dénoncent une initiative dépourvue d'humanité tandis que les autorités affirment qu'il s'agit plutôt du point du départ d'une politique durable pour la ville. Ces positions divergentes nous amènent à nous intéresser dans le prochain point, aux résultats de cette politique.

3.2 LE DÉGUERPISEMENT, UNE OPÉRATION QUI A FAVORISÉ L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES URBAINS DE DALOA

3.2.1 DES ACTIONS AYANT FAVORISÉ L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DES INFRASTRUCTURES

Depuis la mise en œuvre de la politique de déguerpissement, Daloa est devenue une métropole rayonnante. Cette métamorphose se traduit par la forte construction des infrastructures routières, l'implantation croissante des services, d'administrations et institutions. Concernant la forte construction des infrastructures routières, il est important de souligner que Daloa a bénéficié de 35 km de routes bitumées et réhabilitées entre 2016 et 2024. Ces différents programmes de bitumage et de réhabilitation confirment l'impact positif du déguerpissement dans la croissance urbaine de Daloa. La figure 8 met en relief l'évolution de l'état de la route de 2016 à 2024 dans les secteurs ayant fait l'objet du déguerpissement.



Fig. 8. *Etat de la route principale du quartier Tazibouo de 2016 à 2024 (a) Etat de la voie en 2016 (b) Etat de la voie en 2024*

Source: AHUA Emile (8.a), mars 2016 & EKLOU Gilles, (8.b) juin 2024

Par cette figure, nous observons l'état de la voirie principale du quartier Tazibouo en 2016, qui est en terre battue. Grâce aux programmes de bitumage qui ont suivi les opérations de déguerpissements, nous pouvons observer en 2024 l'état de cette même voirie, désormais bitumée. Dans l'ensemble, les différents quartiers de l'étude ont bénéficié de programmes de bitumage ou de réhabilitation des voiries. Au total, nous pouvons nous accorder encore plus de crédit à cette initiative, qui en l'état se présente comme une aubaine pour le développement du territoire. D'ailleurs, au-delà de l'utilité publique dont elle sert de baromètre, le déguerpissement agit de manière analogue à la préservation et à la protection de certaines populations exposées, à titre individuel ou collectif, aux différentes formes de dangers, qu'ils soient naturels ou socio-culturels.

3.2.2 LE DÉGUERPISEMENT, UNE OPTION POUR LA RÉDUCTION DES PRATIQUES DANGEREUSES ET ILLICITES

Le déguerpissement de certains sites au sein des quartiers de la ville de Daloa apparaît comme une option indéniable contre les pratiques dangereuses et illicites et permet de préserver un climat de sécurité. Ces sites, en particulier celui situé au quartier Commerce, abrite un marché noir, appelé communément « le black » où se développe un vaste réseau de trafic de stupéfiants et de vente d'articles illicites (téléphones volés). Ces articles proviennent des différents quartiers de la ville et des villages environnants, et sont parfois le fruit de vol, d'agressions ou de braquages. Interrogé à ce sujet, Monsieur K. affirme: « J'ai été arrêté après avoir acheté un téléphone au black. J'ai été accusé de recel d'objet volé. » Ce propos confirme les pratiques illicites nées sur ces sites, et considérée comme dangereuses pour la quiétude des populations. À cela s'ajoutent d'autres pratiques dangereuses, comme la présence d'un vaste réseau de trafic de stupéfiants, notamment la drogue. L'étude a révélé qu'au sein de ces espaces résidaient des dealers qui se livraient à la commercialisation et à la consommation de stupéfiants. Dans ce cas de figure, les espaces anarchiques concernés deviennent des lieux dangereux pour les populations. Aussi, ces différents sites sont des lieux où se développent des actes de banditisme, surtout à des heures tardives, à l'exemple des vols à l'arraché et les agressions. Pour les pouvoirs publics, le déguerpissement est donc perçu comme une action visant à la fois à réhabiliter les voies et ruelles, mais également à démanteler ces réseaux mafieux. D'autres espaces, réputés pour abriter des réseaux de proxénètes, ont été également déguerpis.



Fig. 9. Etat du quartier commerce en centre-ville de 2016 à 2024 (a) Etat du quartier en 2016 (b) Etat du quartier en 2024

Source: AHUA Emile (9.a), mars 2016 & EKLOU Gilles, (9.b) juillet 2024

Au regard de ces figures, nous observons le même site (le quartier commerce) à deux dates différentes: 2016 et 2024. Sur la figure 9.a, nous percevons des activités commerciales se dérouler sur les espaces publics, notamment sur la voirie du quartier Commerce. Ces activités obstruent la voirie, créant des embouteillages et des difficultés de circulation. Ils ont également engendré une dégradation rapide de ces voiries. La figure 9.b montre la réponse apportée à l'occupation anarchique des voiries et de ces corollaires qui s'illustre par un déguerpissement de ce site en 2024 et la réhabilitation de la voirie. Il est donc clair que le déguerpissement participe largement à la fabrication de la ville et lui donne un éclat social et économique activement recherché.

En dépit des transformations dans différents secteurs, et après avoir montré les liens qui unissent le déguerpissement et le développement, il paraît important d'examiner l'ensemble des incidences négatives de cette politique à Daloa.

3.3 UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT AUX NOMBREUSES FAIBLESSES

3.3.1 UNE ABSENCE DE STRATÉGIE DANS LE CADRE DE LA RELOCALISATION DES POPULATIONS DÉGUERPIS

Deux vagues de déguerpissement ont été opérées dans l'espace urbain de Daloa. La première vague concernait le site du quartier Commerce. Ce site, abrite le black market, un maillon essentiel dans les activités commerciales surtout dans la commercialisation des appareils électroniques (téléphones, ordinateurs). On y trouve également des activités de la restauration, des commerces et des petits métiers. La deuxième vague ont concerné le déguerpissement des populations et des activités installées en bordure ou sur les voies, ainsi que des habitations situées sous les lignes à haute tension. L'enquête a permis de dénombrer au total 3 387 personnes déguerpies dans les quartiers Commerce (537 personnes) et Abattoir 2 (2850 personnes).

Pour permettre une meilleure inclusion de toutes les populations dans la ville, les autorités ont engagé des actions visant à relocaliser les déguerpies. Cette stratégie consiste à désigner de nouveaux sites, bâtis ou non, pour installer les populations susceptibles d'être déguerpies. Cette simple approche suffirait presque à émettre le postulat d'une politique sans reproche. Cependant, de nombreux dysfonctionnements sont observés dans les méthodes employées. Ces dysfonctionnements s'expliquent d'une part par la difficulté d'application des programmes de relocalisation et d'autre part par la qualité ou l'état des sites ou programmes de relocalisation. En effet, sur l'ensemble des sites et des populations déguerpies dans la ville de Daloa, un seul site a été identifié comme espace de relocalisation des populations. Sur les 3 387 personnes déguerpies, seulement 600 ont pu bénéficier du programme de relocalisation. Ce programme est l'œuvre des autorités locales, qui ont construit des magasins et qui les ont mis à la disposition des populations.



Fig. 10. Nouveaux sites dédiés pour la relocalisation des activités

Source: EKLOU Gilles, Novembre 2024

Cette figure montre les magasins construits par les autorités locales en vue de relocaliser les populations déguerpies lors des différentes vagues de déguerpissement à Daloa. Le rapport entre les populations déguerpies (3 387) et celles relocalisées (600) permet de percevoir la faiblesse de la politique de relocalisation élaborée par les autorités locales. Pour justifier cette relocalisation difficile, les pouvoirs publics invoquent l'insuffisance de sites dédiés et le manque de ressources financières pour en trouver d'autres. Ils expliquent aussi que cela est lié au refus volontaire des populations, qui préfèrent ne pas y aller, ce qui explique l'inoccupation de 184 magasins. Pourtant, selon nos observations et à la suite des échanges avec les acteurs réinstallés sur les nouveaux sites, ces programmes de relocalisations ne concernent que les acteurs économiques. Partant de ce principe, plusieurs populations (environ 2787 déguerpis) n'ont pas encore bénéficié de programme de relocalisation. Cette situation permet d'ailleurs de remettre en cause cette politique, d'autant plus qu'elle concerne à la fois les ménages et les acteurs économiques. Le graphique nous montre les proportions des populations déguerpies relocalisées selon le mode de relocalisation.

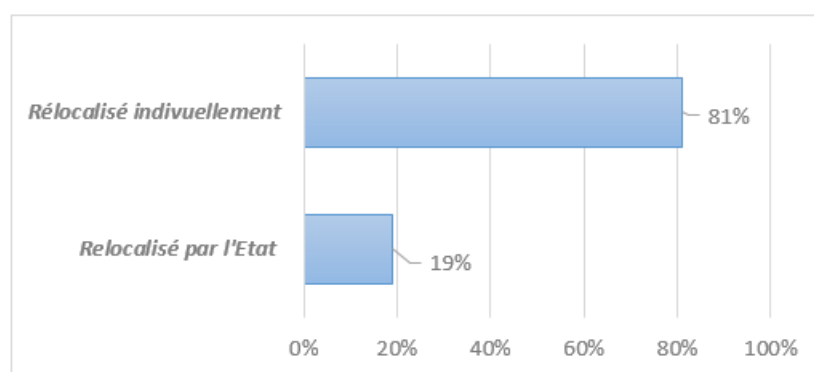


Fig. 11. Mode de relocalisation des populations déguerpies

Source: Nos enquêtes, Octobre 2024

La lecture de la figure permet de comprendre que le mécanisme de relocalisation exclut d'emblée une grande partie de la population concernée, notamment les ménages. Ces derniers sont obligés de se loger à partir de leurs propres moyens. Ces faits confirment que les stratégies de relocalisation à Daloa ne répondent pas nécessairement aux besoins des populations déguerpies. Pour les acteurs économiques interrogés, les magasins mis à leur disposition par les autorités sont trop petits (7.5 m²). Les ménages par contre sont dans l'obligation de vivre dans la promiscuité. C'est le cas de monsieur Y qui affirme: « Ils ont détruit ma maison de trois (3) pièces et mon indépendante. Aujourd'hui, je dors avec ma femme et mes 4 enfants dans la maison de mon frère, qui est de deux pièces ».

En clair, ce site ne parvient pas à accueillir tous les acteurs qui ont été déguerpis et la ville est en proie à une crise du logement. Le prochain point de cette étude consiste à analyser les effets induits par cette absence de stratégie sur l'organisation de l'espace.

3.3.2 UNE POLITIQUE QUI EXACERBE LA CRISE DU LOGEMENT À DALOA

Le déguerpissement des habitations ainsi que des activités économiques et la non-relocalisation des personnes déguerpies, exacerbe la crise du logement à Daloa. En effet, des 3 387 personnes déguerpies, seules 600 ont été relocalisées, conformément au nombre de magasins construits par les autorités locales (600 magasins). Les 2 787 autres déguerpis ont été laissés pour leur compte. Ces derniers sont donc dans l'obligation de trouver un local (habitation ou magasin) pour exercer leur activité ou pour y loger. Dans ce contexte, les logements destinés à des fins d'habitations subissent des modifications et sont transformés en magasins. Ces transformations et modifications sont le fait des propriétaires, qui pour des raisons financières effectuent ces modifications, car le loyer perçu pour un magasin est supérieur à celui d'un logement, d'où la transformation de certains logements en magasins. La non-relocalisation des 2 787 déguerpis, ajoutée à la crise du logement décent déjà évoquée dans la ville, accentue cette situation. Ces populations sont cependant confrontées à la précarité et à une extrême vulnérabilité. Même pour les 600 personnes qui ont pu être relogées, la promiscuité est relative à son nouveau local. Ces individus estiment que c'est plutôt le site qui a changé et non les conditions de vie. De manière générale, tous ces ménages soulignent le coût élevé des loyers de ces nouveaux locaux (habitations comme magasins).

Pour renchérir ces positions d'acteurs, les opinions sur la satisfaction des acteurs offrent quelques pistes supplémentaires quant à l'appréhension des effets du déguerpissement sur le vécu des populations. Le prochain graphique met en évidence la répartition des avis des populations qui ont pu être relogées.

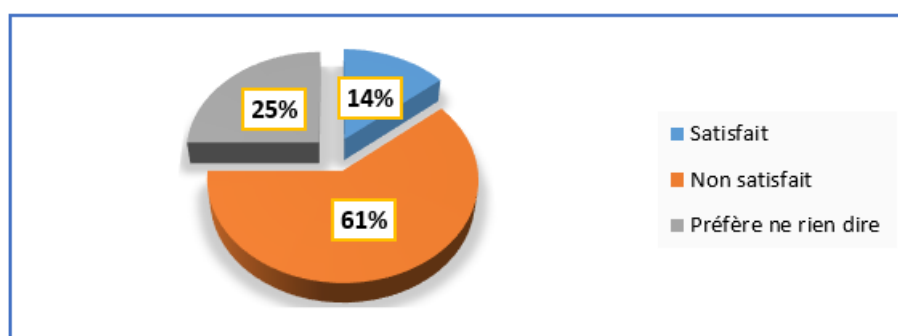


Fig. 12. Enquête de satisfaction des populations relocalisées

Source: Nos enquêtes, Octobre 2024

Le taux de satisfaction observé dans ce graphique achève de convaincre que les populations ont une mauvaise expérience des déguerpissements. Seulement 14% des personnes interrogées ont exprimé leur satisfaction. Le reste des opinions se répartit entre l'insatisfaction (61%) et l'absence opinion (25%). Cette proportion élevée d'insatisfaction est due au fait que les personnes déguerpies accusent les autorités de les avoir chassées sans leur proposer une piste alternative. C'est le cas de madame K., qui affirme: « Nous savons que nous sommes sur la route, et c'est par manque de place et d'argent pour louer un magasin que nous y sommes. Donc, quand les autorités viennent nous chasser, qu'elles trouvent un emplacement pour nous au lieu de nous laisser seuls nous débrouiller, surtout nous n'avons pas les moyens ». Ces propos et ces données doivent servir de sonnette d'alarme aux les autorités de la ville de Daloa, qui sont invitées à adapter leurs méthodes pour atténuer les effets négatifs induits par le déguerpissement.

3.3.3 POURSUIVRE OU FREINER LE DÉGUERPISSEMENT DES POPULATIONS ? UNE ÉVALUATION DE LA POLITIQUE PAR LA MÉTHODE SWOT

À l'issue de nos enquêtes de terrain, les données et les informations recueillies présentent diverses tendances selon les acteurs. D'un côté, les autorités justifient que les déguerpissements ont été réalisés dans le cadre des projets d'aménagement urbain. Ces projets concernent la réhabilitation des voies dans l'optique de rehausser l'image de la ville. De l'autre côté, les populations estiment que ces programmes sont exclusifs et ne tiennent pas compte de leur réalité. Dans notre travail, il est difficile d'affirmer avec certitude si cette politique s'inscrit parfaitement dans les prescriptions des ODD. En lieu et place d'une prise de position sur la question, nous souhaitons insister sur les faiblesses de ces politiques afin que les collectivités et décideurs puissent s'en imprégner en vue de redéployer le processus. Sur ces considérations, nous avons évalué cette politique à Daloa à partir de la méthode SWOT, en intégrant les trois principaux piliers du développement durable.

Tableau 2. Évaluation de la politique du déguerpissement par le modèle SWOT

Variables	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces	Propositions de politiques durables
Économie	Meilleure régulation des activités économiques	Nombreux acteurs économiques ayant perdu leurs activités	Développement local durable et efficient	Risque de réapparition des pratiques illicites	Réinsérer les acteurs économiques ayant perdu leur emploi
Social	Relocalisation des populations sur des sites appropriés	Absence de sites de relocalisation	Migration et urbanisation maîtrisée, logement décent	Naissance de nouveaux quartiers précaires	Relocaliser les populations non satisfaites ou non relogées
Environnement	Protection des populations face aux risques	Vulnérabilité croissante des populations non relocalisées	Santé durable des populations	Risque de propagation des pathologies	Sensibiliser les populations sur les dangers

Source: AHUA Emile & EKLOU Gilles, enquête de terrain, 2024

Ce tableau dans la continuité des nombreux travaux sur la question tente de mettre à jour le bilan de cette politique. De manière générale, à l'analyse de ce tableau ainsi que des données et informations recueillies au cours de cette étude, il convient de mentionner que les politiques de déguerpissement présentent plusieurs forces qui s'illustrent par la régulation des activités économiques, la protection des populations contre les risques, la relocalisation des populations sur des sites appropriés et la construction des infrastructures routières et autres. Elles offrent également des opportunités en matière de développement local efficient et durable, de régularisation de la migration et de l'urbanisation, de contribution à la santé durable des populations et de rayonnement de la ville. En clair, les politiques de déguerpissement initiées dans les villes ivoiriennes, à l'exemple de Daloa, contribuent au développement local et durable de la ville. Toutefois, ces politiques présentent des limites, notamment la perte d'activités économiques de certains déguerpis, l'absence de sites de relocalisation pour toute cette population et la vulnérabilité croissante des populations non-relogées. La faiblesse de ces politiques peut engendrer des risques de réapparition de pratiques illicites, de création de nouveaux quartiers précaires et de propagation des pathologies. Face à ces risques, des perspectives sont envisagées, notamment la réinsertion des acteurs économiques ayant perdu leur emploi, la relocalisation des populations non relogées et la sensibilisation de ces populations aux dangers d'une installation sur un site à risque. Les propositions de politiques durables à l'échelle de la ville de Daloa doivent servir de modèle à de nouvelles réflexions destinées à une meilleure flexibilité de cette politique. Surtout en faveur des populations qui font l'objet de déguerpissement.

4 DISCUSSION DES RÉSULTATS

Pour assurer une meilleure gestion durable de la ville, les pouvoirs publics de la ville de Daloa ont opté pour des opérations de déguerpissement. Les résultats de notre étude montrent que cette opération a permis de construire des équipements et des infrastructures dans la ville. Il en découle que le déguerpissement a contribué à l'assainissement et à une gestion durable de la ville. G. D. Gue (2025, p.345) à partir de son étude dans la commune de Koumassi présente les avantages de cette politique particulièrement sur la sécurité et la salubrité urbaine. Il souligne que le déguerpissement a permis de réduire significativement les vols et les opportunités criminelles dans la commune et de faciliter la propreté des quartiers. Dans le même sens, M-A. Dago et L. M. Zouhon (2024, p.4) en observant les impacts socio-économiques du déguerpissement dans le quartier Gesco dans la commune de Yopougon évoquent le terme d'esthétique urbaine et de sécurisation des populations. L'opération dans l'arrondissement de Hounli, dans la commune d'Abomey, les populations saluent cette initiative qu'ils jugent satisfaisante car elle permet une meilleure circulation des biens et des personnes dans les quartiers (A. T. Houinsou, 2019, p.1057).

Malgré ces résultats satisfaisants qui sont présentés, l'opération de déguerpissement reste controversée. En effet, dans la ville de Daloa, le décalage existant entre les objectifs et les résultats de cette politique questionnent réellement ces impacts et ces enjeux sur le développement durable. Ainsi, les effets pervers du déguerpissement sont mis en avant par C. B. Houedin *et al.*, (2023, p.1234) et C. Bignon (2018, p.2) lorsqu'ils soutiennent que le déguerpissement dans les villes d'Abidjan et de Douala a favorisé autant de désordre, de confusion, de tourmente et de désorganisation. A. Sinan (2014, p.62) précise également que le déguerpissement dans le Parc National de la Marahoué a contribué à une fracture de l'organisation sociale des populations déplacées et à une dislocation du tissu social, de la vie culturelle et économique de ces déguerpis. Par ailleurs, C. B. Houedin rappelle que les effets pervers de cette opération expliquent le fait que beaucoup de déguerpis perdent du jour au lendemain leur logement, et parfois leur emploi. Dans le même temps, d'autres se trouvent confrontés à un difficile accès au logement, à l'eau potable et à l'électricité qui conduit parfois à des pertes en vie humaines.

Ces différentes réalités montrent la nécessité de pouvoir réorganiser ces mécanismes tout en tenant compte du vécu des populations. L'adhésion des populations devient de ce fait un indicateur clé pour actionner la politique du déguerpissement. Dans la ville de Daloa, les efforts enregistrés en matière de réhabilitation des droits et de relocalisation des populations se heurtent à plusieurs écueils tendent. Ces difficultés des pouvoirs publics tendent à remettre en cause cette politique en faveur des populations au point où l'on peut considérer qu'elles sont mal appliquées. Pourtant, selon l'ODD 11, penser la ville durable et inclusive doit pouvoir s'inscrire dans la limitation de la pauvreté et des risques sanitaires et environnementaux, (ONU, 2024, p.1). De cette prescription ressort la question de la gouvernance participative, qui sous-entend une association des populations à l'instauration des politiques de la ville plus particulièrement du déguerpissement. Les différents résultats de notre étude démontrent que le déguerpissement, comme initiative de la ville durable à Daloa s'efforce de revêtir un caractère participatif. C'est à juste titre que R. M. N'Guema

(2018, p.7) à partir de l'exemple du Gabon soulignait que les déguerpissements font intervenir deux acteurs: l'acteur qui initie et applique la politique de déguerpissement c'est-à-dire l'État et ceux qui s'y opposent c'est-à-dire les populations. Cette affirmation de R. M. N'Guema doit servir de base à un redéploiement de la politique de déguerpissement. Dans sa mise en œuvre, ses modes d'action sont majoritairement définis par les chercheurs à partir d'une dimension coercitive, pour laquelle l'usage de la force, notamment de la part des pouvoirs publics (étatiques ou municipaux par exemple) en est la principale caractéristique. Selon J. Blot et A. Spire, (2014, p.19) les méthodes employées pour déguerpier sont violentes et se font dans la précipitation. Même lorsque le processus de déplacement est prévu de longue date et fait partie d'un projet de développement, le déplacement des populations a lieu dans l'urgence et la violence, ne laissant pas toujours le temps aux personnes déplacées de rassembler leurs effets personnels et de trouver un nouveau logement décent ou un autre lieu de commerce. Le moment du déguerpissement est ainsi vécu par bon nombre de citoyens comme un traumatisme. C'est pourquoi en filigrane, des nombreux travaux sur le déguerpissement est vu sous un mauvais œil. Dans cette perspective, la Banque Mondiale insiste et recommande aux États d'accompagner et d'aider les populations concernées pour une réinstallation (N. Gourland, 2017, p.5).

Cette problématique devient ainsi une réelle préoccupation pour les pouvoirs publics quant à ses effets réels sur le vécu des populations et sur les modes et moyens de réinsertion.

5 CONCLUSION

Le déguerpissement produit deux résultats contradictoires dans les villes africaines. Le premier résultat est positif pour les autorités et les populations résidentes, car il a permis d'assainir les villes et de planifier leur développement notamment par la construction d'infrastructures. Le second résultat est négatif pour les déguerpis, qui se retrouvent vulnérables, sans emploi ni logement. La ville de Daloa n'échappe pas à cette double tendance. L'absence de sites de relocalisation des déguerpis et le manque de financement sont autant d'indicateurs qui expliquent cette faiblesse des pouvoirs publics dans l'exécution complète et durable des opérations. À ce jour, nombreuses sont les populations qui expriment leur insatisfaction vis-à-vis de ces mécanismes de relocalisation. Il est donc important que les autorités étatiques et locales dans les villes africaines réadaptent les politiques de déguerpissement en intégrant au cœur de ces programmes la relocalisation des populations déguerpies pour un développement harmonieux.

REFERENCES

- [1] A. Sinan, «Effets pervers des opérations de déguerpissement autour des parcs nationaux ivoiriens: cas du parc national de la Marahoue et du mont Péko, à l'ouest de la Côte d'Ivoire», *Revue Africaine d'Anthropologie, Nyansa-Pô*, N° 16, pp.57-77, 2014.
- [2] A. T. Houinsou, «Problématique de la libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli: Commune d'Abomey», *Revue IJAR*, Vol. 7, N°8, DOI: <http://dx.doi.org/10.21477/IJAR01/9593>, ISSN: 2320-5407, pp.1051-1063, 2019.
- [3] B. C. Houedin, D. D. N'guessan, M. Diaby et L. R. Otcho, «Le Déguerpissement comme effets pervers du développement urbain: étude de cas dans le district d'Abidjan (2011 – 2022)», *Revue-IRS*, Vol 1 N°6, ISSN: 2958-8413, pp 1233 -1252, 2023.
- [4] C. Bignon, «Se faire une place en ville en situation autoritaire: les processus de légitimation citadine à Douala», *L'Espace Politique*, 35/2018-2, DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique>, 18 p., 2018.
- [5] C. Bouquet et I. Kassi-Djodjo, «Déguerpier » pour reconquérir l'espace public à Abidjan», *L'Espace Politique*, Vol. 1, N° 22, DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique>, 16 p., 2014.
- [6] G. W. D. Gue, «Influence du déguerpissement sur les vols dans la commune de Koumassi», *AJHSSR Journal*, Volume 09, Issue-07, ISSN: 2378-703X, p.350-363, 2025.
- [7] Institut Nationale de la Statistique, données du recensement général de la population et de l'habitat, 1998, 2021.
- [8] J. Blot et A. Spire, «Déguerpissement», *Hypergeo*, ffhaf-01887353f, 3 p., 2014.
- [9] J. Blot et A. Spire, «Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud», *L'Espace Politique*, Vol. 1, N° 22, DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique> 16 p., 2014.
- [10] L. M. E. Atse, «Stratégies d'approvisionnement en eau dans les opérations de construction en périphérie urbaine de Daloa», *European Scientific Journal*, Vol.19, N°20, ISSN: 1857-7431, pp. 103-123, 2023.
- [11] M-A. Dago et L. N. M. Zouhon, «Impact socioéconomique des politiques urbaines: cas des déguerpis du quartier Gesco à Yopougon dans le District d'Abidjan», *Journal of Research in Humanities and Social Science*, Volume 12, Issue 10, ISSN: 2321-9467, pp.110-118, 2024.
- [12] N. Gourland, «Vendre ou courir, il faut choisir: Déguerpissements et réinstallations des commerçants de rue à Lomé», *Géoconfluences*, 13 p., 2017.
- [13] N. K. M. Yoman, N. J. P. Kouassi et K. G. N'guessan, «Dynamique de reinsertion économique des déguerpis du mont Péko (ouest de la Côte d'Ivoire)», *Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou*, N° 11, Vol. 1, pp.105-122, 2022.
- [14] ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2024, Le Développement Durable en Afrique, Rapport, 7p.
- [15] R-M. Nguema, «Politique de déguerpissement et processus de restructuration des territoires de Libreville (Gabon)», *L'Espace Politique*, Vol. 1, N° 22, DOI: <https://doi.org/10.4000/espacepolitique>, 17 p., 2014.
- [16] Spire A., Bénit-Gbaffou C., Gervais-Lambony P., Morange M., Steck J-F. et Vivett J., *Localisation forcée en ville: injustices spatiales et politiques de déguerpissement*, In Bénit-Gbaffou C., Gervais-Lambony P., L'injustice spatiale et la ville, regards du Sud, Paris, Karthala, pp. 127-147, 2014.
- [17] V. Kone, «Politique de relocalisation et logiques sociales de maintien des populations autochtones sur l'espace littoral à risques de Grand-Lahou en Côte d'Ivoire», *Revue-IRS*, Vol. 3 N°2, ISSN: 2958-8413, DOI: <https://doi.org/10.5281/zenodo.15176275>, p.1533-1556, 2025.